

La gauche alternative belge et la crise¹

Quelle était la stratégie des partis de gauche dans votre pays vis-à-vis du traité de Maastricht et de la création de la zone euro?

Définir une position de la gauche de la gauche est une tâche ardue, dans la mesure où cette dernière est marginale d'un point de vue électoral, et fortement divisée en différents partis et mouvements politiques. De plus, ces formations sont en fréquentes évolutions : certaines disparaissaient ou se marginalisent (CAP), d'autres apparaissent (PSL, ex-MAS), d'autres changent de nom (POS devenu LCR)-, tandis que certains partis (PTB) ont réorienté leur programme électoral dans une perspective plus sociale-démocrate. Le Parti Communiste, la plus ancienne de ces formations de gauche non représentées au Parlement, s'est très vite orientée vers une position eurocritique ; position qu'il conserve actuellement de par son adhésion au PGE.

La majorité des partis de la gauche de la gauche ont une position que l'on pourrait qualifier d'eurocritique (critique envers l'orientation actuelle des instances européennes, mais favorable au principe de l'intégration et au maintien dans l'UE)². En d'autres termes, l'opposition à la plupart des traités régissant le fonctionnement de l'UE est justifiée non pas sur une base nationaliste, mais sur base d'une autre idée qu'ils se font de l'Europe, plus sociale et solidaire. Même le PTB, formation a priori la plus critique vis-à-vis de l'intégration européenne et de la stratégie du PGE à l'égard de l'UE (qualifiée de réformiste par le PTB) n'envisage pas un simple retour au niveau national, et a formulé une plate-forme de revendications pour des réformes sociales européennes lors des élections européennes de 2004 et de 2009. En un sens, le clivage eurosceptique/eurocritique, notamment utilisé par Gerassimos Moschonas pour caractériser les principales divisions de la gauche de la gauche³ semble inopérant en Belgique, puisque tous les partis se sont peu à peu saisi de la problématique européenne pour réclamer une autre Europe.

Parmi les formations présentes à l'époque du traité de Maastricht et de l'adoption de l'euro, on peut noter qu'elles ont toutes rejeté ce traité, principalement en raison de critères contraignant de Maastricht (qui limitent la marge de manœuvre au sein des Etats). A des degrés variables, tous ces partis se sont opposés aux critères de Maastricht, considéré comme une «*déclaration de guerre du capital contre le travail* ». L'attitude des partis de la gauche de la gauche à l'égard de l'entrée de l'euro fut plus nuancée. Si toutes ont critiqué d'une manière ou d'une autre le rôle des critères de convergence nécessaires à l'entrée dans l'euro, il semble que la plupart des formations ait accueilli le principe d'une monnaie commune comme un progrès. Actuellement, aucune formation de la gauche radicale ne prône une sortie de la zone euro pour la Belgique, et celles qui sont plus critiques ne mettent pas en avant cette problématique.

¹ Par **Grégory Mauzé**, collaborateur de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte – juillet 2012. Cette analyse est le fruit d'une réflexion collective de l'équipe de l'ACJJ. Invitée à répondre à un questionnaire adressé par le réseau européen Transform (dont l'ACJJ est le représentant belge) en vue de son université d'été consacrée à la crise en Europe et aux réponses de la gauche alternative, l'équipe de l'ACJJ y a répondu collectivement ; Grégory Mauzé se chargeant non seulement de mettre en forme les réponses mais de les étayer par de nombreuses notes de lecture. Nous avons tenu à garder la forme questions/réponses qui nous paraissaient mieux correspondre à notre démarche réflexive (note de Jean-Pierre Michiels)

² [http://www.transform-network.net/fr/revue/numero-092011/article.html?tx_ttnews\[tt_news\]=1274&cHash=5dec2e91d5720ac98e593e5fe70d507e](http://www.transform-network.net/fr/revue/numero-092011/article.html?tx_ttnews[tt_news]=1274&cHash=5dec2e91d5720ac98e593e5fe70d507e)

³ <http://www.touteurope.eu/fr/actions/social/les-europeens-au-quotidien/analyses-et-opinions/analyses-vue-detailliee/afficher/fiche/3481/t/48633/from/3077/arcYear/2006/breve/les-altermondialistes-antieuropeens-ou-eurocritiques.html?cHash=724927268b>

La crise de la zone euro a-t-elle influencé/modifié la stratégie de la gauche dans votre pays concernant l'intégration européenne et l'UE, et de quelle façon?

Il semblerait que les élections européennes de 2009 aient été l'occasion pour la gauche de la gauche d'afficher ses différences au grand jour. Ainsi la LCR et le PSL, aux positions plus eurosceptiques, ont choisi de faire cause commune, le PC et le PTB allant, quant à eux seuls, aux élections. Au niveau programmatique, LCR et PSL ont sensiblement évolué quant à leur positionnement à l'égard de l'UE. Alors que ces deux partis campaient une position très hostile à l'égard de l'UE (en raison de son orientation libérale), ils insistent désormais sur la nécessité de coordonner les luttes à l'échelon européen, même si l'Europe qu'ils proposent diverge fortement de l'UE dans son acception actuelle. ⁴

De façon plus générale, on a assisté à une plus grande place donnée à la thématique européenne par la gauche de la gauche. Elle correspond à l'importance de l'échelon européen dans la mise en place des politiques néolibérales en Europe, puisque ces dernières sont souvent justifiées par la nécessité de « renforcer l'Europe » et de se conformer à la législation européenne. Ainsi, la plupart des partis de la gauche de la gauche, s'ils restent très critiques vis-à-vis de l'orientation actuelle et passée de l'UE (critiques du caractère antidémocratique des derniers traités, de l'inefficacité des politiques néolibérales, etc.), affirment-ils que les solutions passent par une intégration européenne alternative, rejetant ainsi la perspective d'un repli national.

Les élections locales d'octobre 2012 pourraient conduire à une convergence vers une ligne eurocritique, en vue de dénoncer l'orientation néolibérale de l'UE tout en proposant des alternatives. Ainsi, plusieurs meetings ayant pour thème la lutte contre l'austérité ont rassemblé la quasi-totalité de la gauche de la gauche, (à l'exception notable du PTB, qui refuse généralement toute forme d'alliance ou de cartel électoral) : liste « Gauches communes », Mouvement de gauche de l'ex-écologiste Bernard Wesphael, *Rood!* (mouvement créé par des militants de la gauche socialiste flamande et de trotskystes)... La présence de membres du Parti de la gauche européenne (PGE) témoigne de la volonté de coordination au niveau européen, et d'aplanissement des différences en vue de construire une alternative. Comme le postule Gerassimos Moschonas à l'échelle européenne, le rôle joué par le Parti de gauche européen pourrait bien conduire les partis originellement les plus eurosceptiques à converger vers une ligne eurocritique.

Autre tendance, la crise de l'euro a également été l'occasion de critiques internes au sein des formations de centre-gauche, dans lesquelles les ailes gauches de ces partis en critiquent l'orientation libérale, notamment à l'égard de l'intégration européenne. Ainsi, en Wallonie, Bernard Wesphael quitte-t-il, en partie pour ces raisons, le parti *Ecolo* (écologistes francophones) pour fonder le « *Mouvement de Gauche* », qui se veut le pendant belge du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon. En Flandre, l'aile gauche des socialistes flamands SP.A-*Rood!*, qui s'estimait marginalisée au sein du SP.A, a claqué la porte du parti pour fonder *Rood!* Notons que cette tendance reste pour l'heure limitée.

La crise européenne a-t-elle influencé l'opinion publique et l'avis des forces politiques dans votre pays au sujet des autres pays? Comment la gauche a-t-elle réagi face à ce phénomène ?

Il n'existe pas en Belgique de réel changement d'attitude de la population à l'égard des autres Etats-membres. Il existe certes une tendance au sein de la gauche, voire de l'opinion publique, à personnifier l'austérité dans la

⁴ « *S'il faut lutter dans l'immédiat pour imposer des mesures d'urgence sociale, il est tout à la fois nécessaire de mettre en crise terminale cette Union Européenne et d'opérer une rupture avec elle afin de refonder une toute autre Europe, sur de toutes autres bases, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.* », http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?option=com_content&view=article&catid%20=108%3ACommuniqu%C3%A9s&id=1163%3Adeklaration-de-la-lcr-sur-les-elections-de-juin-2009&Itemid=53

personne d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy (*Merkozy*). Mais ce rapprochement ne peut être assimilé à de l'hostilité à l'encontre de l'Allemagne ou de la France. (V. Question 8) Cela dit, la présentation faite par la presse et une partie du monde politique de la crise grecque, qui relayent le cliché selon lequel les grecs auraient trop longtemps vécu au dessus de leurs moyens ont conduit à propager le sentiment selon lequel le peuple grec serait responsable, de la crise de la zone euro, et rechignent ainsi à « *payer pour les grecs* ».

Dans quelle mesure la crise actuelle a-t-elle modifié les relations de la représentation politique entre les classes sociales, les mouvements contestataires et le système de partis de votre pays ? Quelle est la position de la gauche dans le nouveau paysage politique ? Est-elle parvenue à élargir son socle social ?

La Belgique présente la particularité d'avoir un système politique articulé autour des principales familles politiques (libérales, démocrates-chrétiennes et socialistes), et cadencé par eux. De fait, l'espace pour voir émerger une nouvelle force politique demeure très réduite. Cependant, ce système participatif, qui se manifestait dans le domaine économique et social par des liens étroits entre partis et syndicats commence à s'effondrer, notamment en raison de la conversion progressive de tous les partis au néolibéralisme. Ainsi, les puissantes fédérations syndicales chrétienne (CSC) et socialiste (FGTB) se montrent de plus en plus critiques à l'égard des partis politiques desquels ils sont historiquement proches, et n'appellent plus systématiquement à voter pour eux.

Cela s'est particulièrement avéré après les mesures de rigueur ordonnées par le gouvernement du socialiste Di Rupo, avec notamment la grève générale décrétée par les trois principaux syndicats du pays. De même, lors des commémorations du 1^{er} mai, certaines fédérations et centrales de la FGTB ont vertement critiqué l'évolution sociale-libérale du parti socialiste, appelant de leurs vœux à une union des partis à la gauche des sociaux-démocrates et des écologistes⁵ ou témoignant d'un vif intérêt pour la dynamique du Front de Gauche aux Présidentielles françaises. Il faudra rester attentif à l'attitude des syndicats envers les partis traditionnels, afin de voir si cela permettra la création d'un parti ou d'une fédération de partis plus favorable aux intérêts des travailleurs.

Cela dit, en dépit de cette brèche ouverte dans le système des partis traditionnels, la gauche de la gauche peine à tirer son épingle du jeu, avec une base électorale très réduite et un certain sectarisme de la part de certaines formations, qui mine les différents projets d'unité de gauche. A cet égard, le PTB représente la force électorale la plus forte, mais cette dernière refuse systématiquement de former un cartel avec les autres formations. En outre, beaucoup à gauche se méfient du passé maoïste et d'un fonctionnement interne réputé peu démocratique du PTB. La formation du MG par Bernard Wesphael suscite également la méfiance, beaucoup à gauche jugeant malvenue l'apparition d'un nouvel acteur dans un espace politique déjà très fragmenté. Par ailleurs, le seuil des 5% nécessaire à l'obtention d'un député national reste difficilement atteignable pour une éventuelle coalition de gauche dans la configuration des précédentes élections, les différentes formations à la gauche de la gauche représentant moins de 3% à l'échelon national.

De quelle manière la crise européenne a-t-elle influencé les relations politiques entre les principaux acteurs de la gauche (syndicats, partis, mouvements) dans votre pays ? Les relations entre la gauche, les socio-démocrates et les verts sont-elles en train d'évoluer ? Si oui, dans quelle direction ?

Il existe toujours un net clivage entre d'un côté la gauche réformatrice sociale-démocrate et écologiste, et d'autre-part les mouvements de gauche qui réclament une rupture plus nette. Si la crise n'a pas approfondi fondamentalement les divergences de vue, on peut, en revanche, dire qu'elles se sont montrées plus saillantes ; les socialistes au pouvoir se montrant solidaires avec les mesures gouvernementales. Comme nous l'avons déjà évoqué, cela a

⁵ http://www.rtfb.be/info/regions/detail_la-ftgb-de-charleroi-souhaite-la-creation-d-un-parti-a-la-gauche-du-ps-et-d-ecolo?id=7756826

contribué à des départs du parti socialiste flamand (*Rood !*), puis du parti écologiste francophone (Mouvement de Gauche).

De façon générale, il semblerait que la gauche de la gauche puisse s'affirmer comme un interlocuteur davantage en phase avec les syndicats que par le passé. Comme nous le développons dans la précédente question, la crise économique et la pression européenne ont conduit le parti socialiste à des concessions en faveur du capital et contre le travail sans précédent.

Face à la crise européenne, quelle sorte de stratégie nationale la gauche préconise-t-elle dans votre pays, aux côtés des autres forces politiques, syndicats et mouvements sociaux au niveau national ? Cette stratégie nationale est-elle liée, et de quelle façon, à une stratégie pour la transformation de l'Europe ?

Difficile de définir une position agrégée. La gauche réformiste fait mine d'appliquer les directives européennes à contrecœur, mais les syndicats sont de moins en moins convaincus par cet argument. Ceci explique que certains syndicats appellent à la formation d'un rassemblement à la gauche du PS et des écologistes.

Quant à la gauche de la gauche et aux syndicats, ils prônent globalement des politiques à l'opposé des politiques d'austérité, mais elle a très peu de stratégie commune, ce qui l'affaiblit globalement. Généralement, il s'agit soit de promouvoir des politiques sociales et de solidarité transnationale, soit de défendre les acquis sociaux menacés par les recommandations européennes.

Les mouvements sociaux sont, quant à eux, fortement divisés en fonction de problématiques qui ne sont pas forcément mises en lien les unes aux autres (droits des sans-papiers, droit au logement, annulation de la dette du tiers-monde, etc.). Il existe certes des tentatives d'union, à l'instar de la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD). Mais il existe peu de démarches globales liées à une stratégie pour la transformation de l'Europe.⁶

La crise a alimenté l'argument selon lequel la transformation et l'émancipation ne sont plus possibles dans l'UE. Les partis de gauche de votre pays sont-ils de cet avis ? Quels sont les arguments pour et contre, et quel est votre avis personnel sur la question ?

Dans ce pays de tradition europhile, il n'y a pas vraiment de parti de gauche qui soutiendrait cet argument. Qu'ils soient réformistes, écologistes, ou issu de la gauche radicale, la plupart des partis qui se réclament de la gauche ont conscience que la plupart des enjeux socio-économiques transcendent les frontières nationales, et qu'il importe donc d'agir au niveau européen. Les stratégies élaborées par les sociaux-démocrates et les écologistes divergent cependant radicalement de celles proposées par la gauche de la gauche, les premières pouvant généralement se faire dans le cadre des traités actuels, les secondes proposant une rupture radicale avec l'Europe telle qu'elle s'est construite jusqu'à présent.

Les syndicats semblent également camper une position visant à construire une Europe sur d'autres bases, sans retour aux solutions exclusivement nationales. Il s'agit d'articuler défense des conquêtes sociales nationale et formulation de propositions sociales au niveau européen.

En ce qui concerne notre position, nous ne pensons pas qu'il puisse exister une stratégie à gauche au niveau économique et social qui s'élaborerait uniquement au niveau national. Au contraire, les mesures de gauche devraient être élaborées et concertées au niveau européen, sans quoi elles risquent d'être inefficaces. L'UE reste

⁶ On sera toutefois attentif au devenir de la Joint Social Conference qui s'est tenue à Bruxelles en mars 2012 à l'appel de nombreuses personnalités, de syndicats et d'associations. Des passerelles ont été tendues vers le Sommet européen alternatif organisé, à la même époque, par le PGE. (note de JPM)

donc à notre avis un lieu qu'il faut mobiliser dans le sens de l'émancipation sociale et de la solidarité entre les peuples européens. Cela dit, devant l'ancrage très à droite des institutions européennes et des Etats-membres, certaines mesures d'urgence doivent être prônées au niveau national (plus haute taxation du capital, réduction du temps de travail, etc.). Il faut par ailleurs promouvoir les mécanismes progressistes d'émancipation qui existent dans les différents Etats-membres et leur application à l'échelon européenne, à l'instar de l'indexation automatique des salaires en Belgique.

Certains intellectuels et partis de gauche avancent que la crise a prouvé que les élites (classes) au pouvoir en Allemagne et en France imposent une politique impérialiste à tous les pays de l'UE, notamment aux pays de la périphérie européenne. Les partis de gauche de votre pays abondent-ils en ce sens ? Quels sont les arguments pour et contre, et quel est votre avis personnel ?

Cette affirmation nous semble exacte. Cette tendance ne date pas d'hier, et s'est clairement manifestée avec l'élargissement à l'Est, qui a notamment permis aux multinationales d'Allemagne et de France de bénéficier largement des nouveaux débouchés pour leurs produits et de main d'œuvre bon marché pour leurs entreprises. La crise de la dette a amplifié ce phénomène et a clairement montré le souci de la France, et surtout de l'Allemagne, de privilégier coûte que coûte leurs intérêts, au détriment des pays de la périphérie européenne. Le cas des plans de sauvetages de la Grèce, imposés principalement par la France et l'Allemagne de façon à placer en priorité absolue le renflouement des créanciers sans toucher aux intérêts de ces deux pays (il n'est pas demandé à la Grèce de réduire le budget de la défense (dont les principaux fournisseurs sont français et allemands) en constitue un exemple éloquent. De même, le récent pacte budgétaire offre une occasion aux pays du centre d'imposer des politiques de rigueur aux pays endettés de la périphérie européenne⁷.

Le déficit démocratique symbolise également la mainmise de Paris et Berlin sur le processus européen, d'où l'importance accordée à l'entente franco-allemande pour toute avancée significative de l'intégration européenne, les autres nations adoptant généralement une attitude suiviste à l'égard de ces deux pays. De fait, dans la configuration actuelle la seule instance directement élue reste marginalisée, les décisions importantes étant prises par les États les plus puissants.

La gauche radicale belge reprend dans son immense majorité cette critique anti-impérialiste du fonctionnement interne de l'UE. La plupart des formations se concentrent cependant sur la politique impérialiste de l'UE à l'égard des pays de la périphérie mondiale, notamment en critiquant les accords de libre-commerce avec les pays du tiers-monde ou encore en dénonçant la politique impérialiste de l'OTAN.

Assiste-t-on à l'apparition d'un sentiment anti systémique dans le système politique de votre pays? Si oui, comment s'exprime-t-il ? Dans quelle mesure ce sentiment alimente-t-il l'extrême droite ? Veuillez analyser la position et la stratégie de votre parti en direction d'une politique anti systémique.

D'après le journal *Le Soir* du 11 juin 2012, plus de 20% de l'électorat belge serait prêt à voter pour des petites formations de gauche ou de droite radicale. Cette hausse de 10% par rapport aux dernières élections démontre une certaine tendance au vote anti-systémique, et plus largement à l'apolitisme (particulièrement prégnant durant les négociations sur la formation du gouvernement actuel, qui durèrent plus d'un an), déjà en hausse depuis plusieurs décennies, qui rend la population davantage perméable aux discours en rupture avec le consensus politique traditionnel. Selon le même sondage du *Soir*, dans la partie francophone du pays, le PTB et le MG dépasseraient en intention de vote les formations d'extrême-droite (« Wallonie d'abord ! » et Parti Populaire). L'impact sur le vote d'extrême-droite est donc minime dans la partie sud du pays.

⁷ <http://www.slate.fr/lien/46001/merkel-sarkozy-couple-franco-allemand-credible-euro>

En Flandre, pour des raisons historiques et sociologiques, le populisme de droite a résolument le vent en poupe, si on le compare aux scores médiocres (bien qu'en hausse selon le même sondage) de la gauche de la gauche. La NVA (parti qui fit le pari réussi de joindre le vieil indépendantisme flamand au libéralisme économique le plus débridé) reste le premier parti du pays en termes de voix et de sièges, au détriment du Vlaams Belang (extrême-droite). On pourrait attribuer la baisse relative du Vlaams Belang au profit de la NVA à une baisse du vote antisystème. Si cette affirmation est en partie vraie, dans la mesure où la NVA a pris des voix au VB en critiquant l'orientation révolutionnaire de celui-ci⁸, notons également que le succès de la NVA se fonde en grande partie sur le rejet de la classe politique traditionnelle, et donc d'une certaine manière sur l'opposition au système qu'il représente. On peut donc dire que le vote antisystème (voire apolitique) reste très prégnant en Flandre.

De façon générale, la Belgique étant davantage épargnée par la crise que d'autres pays, il semble que le sentiment antisystémique ne semble pas pour l'instant prendre une proportion critique telle qu'elle peut exister en Grèce par exemple. Une aggravation des politiques de rigueur pourrait l'accroître, mais il n'est pas dit que la gauche de la gauche, notoirement divisée et sous-médiatisée, puisse en bénéficier et mobiliser de façon constructive des propositions politiques alternatives.

⁸ http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_37817/europe-l-extreme-droite-nouvelle-est-arrivee